

1 - Actualité nationale et internationale

Flash Info

Le rapport 2011 de l'IEOM et les monographies géographiques de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet www.ieom.fr.

Taux d'intérêt

Décisions de la BCE et Sommet européen dans le domaine bancaire

1- Décisions de politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de réduire les taux directeurs de 25 points de base. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « les tensions inflationnistes se sont atténuées, certains risques à la baisse précédemment identifiés qui pesaient sur les perspectives de croissance de la zone euro s'étant matérialisés. La croissance économique continue de rester faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat des affaires.»

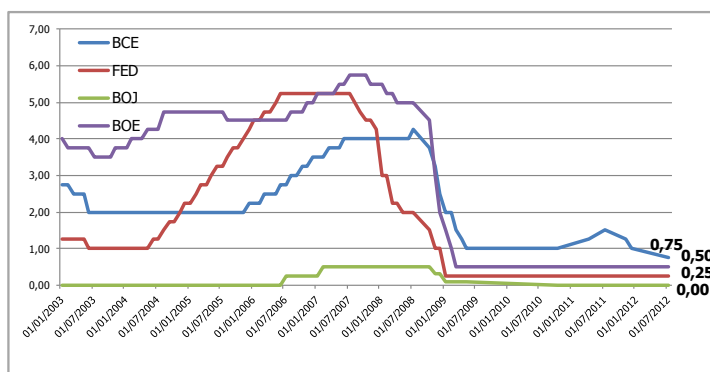
2- Sommet européen

Mario Draghi a déclaré que le Conseil des gouverneurs « salue les conclusions du Conseil européen du 29 juin 2012 indiquant sa détermination à prendre les mesures pour faire face aux tensions sur les marchés financiers, rétablir la confiance et relancer la croissance. Il accueille avec satisfaction la décision d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable Union économique et monétaire. Il se félicite également de la décision prise lors du sommet de la zone euro de créer un mécanisme de surveillance unique, de la possibilité, sous réserve d'une conditionnalité appropriée, de recapitaliser les banques, et du recours aux instruments existants du FESF/MES* de manière souple et efficace afin de stabiliser les marchés ».

*Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 10 juin 2012 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. Le Comité a décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année ses mesures exceptionnelles de soutien à l'économie en reconduisant l'opération « Twist » qui porte sur l'échange d'obligations à maturité courte (moins de 3 ans) pour des plus longues (entre 6 et 30 ans), à hauteur de 267 milliards de dollars. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 1,9 % au premier trimestre 2012 et la Fed a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la période 2012-2014.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 922 100 fin mai 2012, soit une hausse de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+33 300 personnes). Sur un an, il croît de 8 % (+8,5 % pour les hommes et +7,4 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,1 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 11,1 % en mai 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à avril. Il était de 10 % en mai 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,3 % en mai 2012. Il était de 9,5 % en mai 2011.

Inflation

Légère baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,1 % sur un mois en mai 2012 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4% en juin 2012, stable par rapport à mai.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juin 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Au premier trimestre 2012, le PIB du Japon a augmenté de 1,2 %. En mai 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 3,1 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont reculé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 4 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,4 % en mai, en baisse de 0,2 point par rapport à avril.

En mai 2012, les exportations ont progressé de 10 % sur un an et les importations de 9,3 %.

Le déficit commercial s'est élevé à 9,07 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine abaisse de nouveau ses taux

Le 6 juillet 2012, la Banque centrale de Chine a abaissé de 25 points de base le taux des dépôts à un an à 3 % et de 31 points de base le taux des prêts, à 6 %. En mai 2012, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel. L'indice des prix à la consommation augmente de 3 % sur un an. En mai 2012, les exportations sont en hausse de 15,3 % sur un an et les importations de 12,7 %. L'excédent commercial a atteint 18,7 milliards de dollars.

Actualité bancaire

Bâle III

1- Comité de stabilisation financière (CSF)

Le CSF a réalisé à la demande du G20 Finance un rapport sur les effets inattendus des réformes financières. S'agissant du cadre de Bâle 3 sur les banques, le rapport relève notamment que certains aspects de la pondération du capital sur les actifs, les ratios de liquidité, la définition des actifs liquides de bonne qualité, le régime prévu pour les banques d'importance systémique ainsi que la réforme des dérivés de gré à gré pourraient affecter le fonctionnement des marchés financiers domestiques et la capacité des banques à prêter, avec des répercussions potentielles à l'international en raison de la dimension internationale de certaines banques.

Le rapport est disponible en anglais sur : http://www.financialstabilityboard.org/publications/r_120619e.pdf

2 – le Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a publié le 26 juin 2012 dans un règlement les informations que les banques devront diffuser lors de la communication du niveau et de la composition de leurs fonds propres selon les règles de Bâle 3.

Le document est disponible en anglais sur : <http://www.bis.org/publ/bcbs221.pdf>

FATF-GAFI

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Rome du 20 au 22 juin 2012, le GAFI a adopté trois rapports :

- « Les facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption », disponibles en téléchargement en anglais sur www.fatf-gafi.org ;
- « Les lignes directrices sur les enquêtes financières » et « Le commerce illicite du tabac » qui seront publiés ultérieurement.

Publications

Sénat

Crédit à la consommation et surendettement : une réforme ambitieuse à compléter

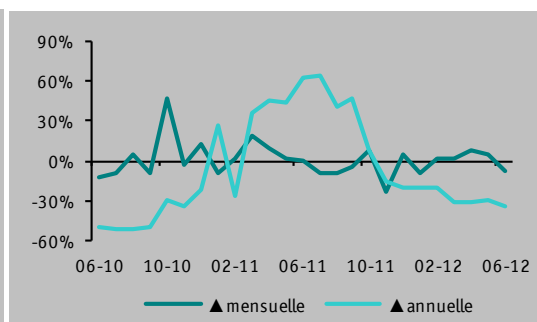
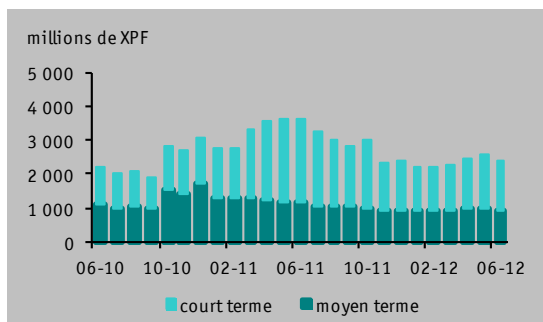
Le rapport de Mmes Muguette Dini et Anne-Marie Escoffier de la commission pour le contrôle de l'application des lois est disponible sur : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-602-notice.html>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Refinancement en retrait

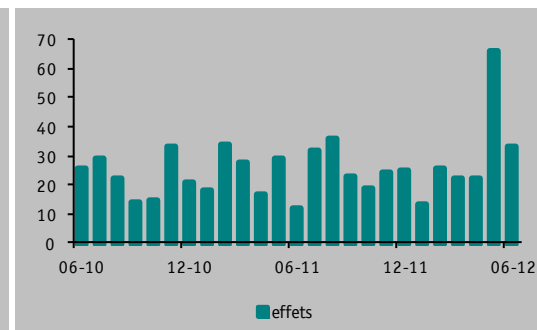
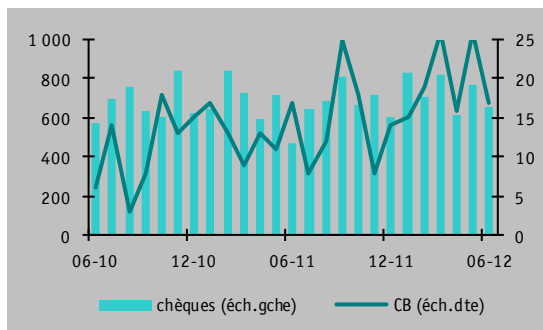
en millions de F CFP	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 459	1 571	1 435	-8,7%	-41,6%
Utilisations à moyen terme	1 131	964	914	-5,2%	-19,2%
Refinancement total	3 590	2 536	2 349	-7,4%	-34,6%



Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement en rythme mensuel

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	502	864	706	-18,3%	40,6%
- sur chèques	473	772	656	-15,0%	38,7%
- sur effets	12	66	33	-50,0%	ns
- retraits de cartes bancaires	17	26	17	-34,6%	0,0%



Interdits bancaires

Interdits bancaires en légère hausse sur le mois

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 597	3 605	3 623	0,5%	0,7%
- dont personnes physiques	3 176	3 145	3 161	0,5%	-0,5%
- dont personnes morales	421	460	462	0,4%	9,7%

Cotation

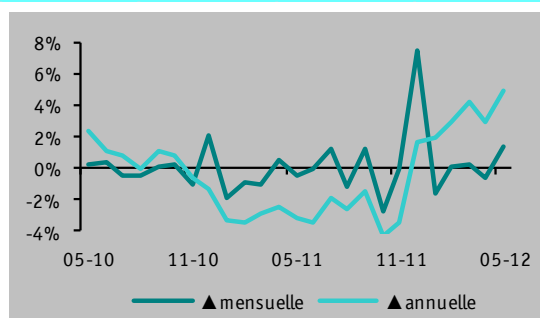
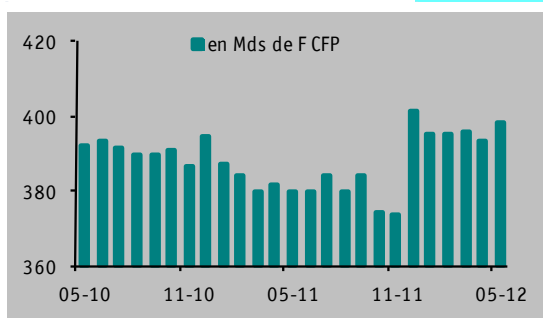
Progression du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 842	7 385	7 502	1,6%	9,6%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 328	1 304	1 377	5,6%	3,7%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 582	1 662	1 702	2,4%	7,6%

Masse monétaire

Progression sensible des dépôts à vue sur le mois

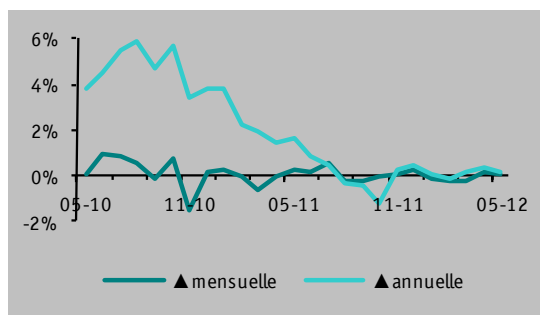
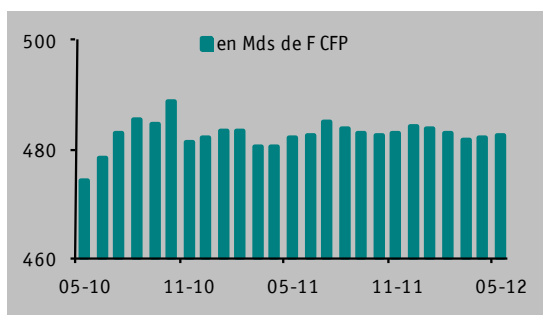
en millions de F CFP	mai-11	avr-12	mai-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 477	15 193	15 211	0,1%	5,1%
Dépôts à vue	145 404	149 951	154 725	3,2%	6,4%
Comptes sur livrets	105 759	98 886	99 339	0,5%	-6,1%
Comptes d'épargne logement	302	330	346	5,0%	14,6%
Dépôts à terme	110 028	126 574	126 594	0,0%	15,1%
Autres	3 897	2 274	2 143	-5,7%	-45,0%
Total M3	379 868	393 207	398 358	1,3%	4,9%



Concours des banques locales à l'économie

Stabilisation de l'encours des crédits bancaires en mai

en millions de F CFP	mai-11	avr-12	mai-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	132 545	124 965	125 579	0,5%	-5,3%
Crédits d'équipement	62 597	64 832	65 810	1,5%	5,1%
Crédits à l'habitat	156 090	160 808	161 289	0,3%	3,3%
Autres crédits	73 808	71 064	70 749	-0,4%	-4,1%
Créances dout. brutes	56 891	60 600	59 167	-2,4%	4,0%
Total CCB	481 931	482 270	482 593	0,1%	0,1%



3 – Brèves économiques locales

Hydrocarbures

Revalorisation au 1^{er} juillet 2012

En raison du niveau élevé des cours internationaux du pétrole et de la nécessité de combler le déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRHP), le gouvernement a décidé d'augmenter les prix des carburants à la pompe (entre + 6 % et + 7 %).

Commerce

Rapport défavorable de la CTC sur les comptes de la CCISM

La Chambre territoriale des comptes (CTC) a présenté en juin son rapport sur la gestion de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) de 2005 à 2010. Elle constate des « manquements et irrégularités ». Elle pointe le manque de transparence et de contrôle de la gestion de même qu'une cohérence insuffisante dans les missions effectuées par la CCISM.

Les comptes de la CCISM, positifs jusqu'en 2009, deviennent déficitaires à partir de 2010 (40,5 millions de F CFP), en dépit de l'abandon en 2009 de la gestion du port de pêche, source de lourdes pertes. Sur l'année, les charges

augmentent de 14,4 %, en lien avec les frais générés par les festivités du 130^e anniversaire de la CCISM (21 millions de F CFP de dépenses pour seulement 5 millions de recettes) et par sa participation à l'exposition universelle de Shanghai (39 millions de F CFP de déficit).

Transport aérien

Trafic passager en hausse pour ATN en 2011

Les résultats réalisés en 2011 pour la compagnie aérienne polynésienne, Air Tahiti Nui (ATN) ont été diffusés fin juin. Ils révèlent une progression du trafic passager de 1 % sur l'année, due aux étrangers (+ 8 %). Le marché local, pour sa part, recule de 12 %.

Accroissement des pertes financières

Alors que son chiffre d'affaires est en progression de 4 % en 2011 (28,5 milliards de F CFP contre 27,4 en 2010), ATN voit son résultat net se dégrader fortement (- 1,04 milliard de F CFP contre 354 millions en 2010), en dépit des mesures d'économies adoptées par la compagnie. Plusieurs facteurs négatifs sont mis en exergue : alourdissement de sa facture de carburant de 40 % sur la période, tsunami au Japon, morosité de l'activité en Polynésie française et perte du budget de continuité territoriale.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse d'un quart de point du Cash rate

Après avoir diminué de 0,50 point en mai dernier son principal taux d'intervention, le Cash rate, la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé une nouvelle baisse à l'occasion de sa réunion mensuelle tenue le 5 juin dernier. Le cash rate s'établit désormais à 3,50 %. Les banquiers centraux australiens entendent soutenir la croissance intérieure et conjurer les perspectives internationales jugées peu porteuses. « Avec une croissance intérieure modeste, un environnement international affaibli et plus incertain, les perspectives d'inflation laissent de la marge à une politique monétaire plus conciliante », explique Glenn Stevens, gouverneur de la RBA.

Australie : politique fiscale

Entrée en vigueur de la taxe carbone...

Le 1^{er} juillet, la taxe carbone, adoptée par le Parlement australien fin 2011, est entrée en vigueur. Les 350 entreprises les plus polluantes sont désormais astreintes au versement d'une taxe de 23 dollars australiens (19 euros ; 2 233 F CFP) par tonne carbone. Les ménages bénéficieront d'une partie des recettes attendues sous la forme de baisses d'impôts et de prestations sociales afin de compenser les hausses probables de prix liées aux répercussions sur le consommateur final de la taxe carbone.

... et de la taxe sur les super-profits des entreprises minières au 1^{er} juillet

Est également appliquée depuis le 1^{er} juillet, la taxe spécifique sur les entreprises minières. Ces dernières sont imposées à hauteur de 30 % sur les super-profits réalisés grâce au charbon et au minerai de fer et non à 40 % de l'ensemble de leurs bénéfices comme il était initialement prévu par le gouvernement australien.

Nouvelle-Zélande : croissance au premier trimestre 2012

PIB en hausse de 1,1 % sur les trois premiers mois de l'année

Au premier trimestre 2012, le PIB néo-zélandais progresse de 1,1 % (+ 0,4 % au quatrième trimestre 2011), bien au-delà des anticipations des analystes (+ 0,5 %). La croissance est tirée par l'industrie (+ 1,8 %), le secteur primaire (+ 2,4 %) et les services (+ 0,4 %) qui contribuent à hauteur de 80 % à l'évolution du PIB.

Faiblesse de la consommation des ménages

Sur les trois premiers mois de l'année, la consommation des ménages reste faible, (+ 0,1 % comme au trimestre précédent). En revanche, l'investissement des entreprises conserve son dynamisme (+ 1,7 %, après + 1,6 % au quatrième trimestre 2011). Les exportations reculent de 1,7 % tandis que les importations augmentent de 4,1 %.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mai.12	105,2	106,1	105,9	-0,2%	0,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	avr.12	119,5	115,8	115,8	0,0%	-3,1%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	mai.12	1 636	958	888	-7,3%	-45,7%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	mai.12	13 698	12 853	13 776	7,2%	0,6%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai.12	2 078	1 542	2 384	54,7%	14,7%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai.12	210	95	91	-4,1%	-56,8%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai.12	111	92	99	7,6%	-10,8%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin.12	421	460	462	0,4%	9,7%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai.12	2 313	1 691	2 056	21,6%	-11,1%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai.12	3 056	2 761	3 131	13,4%	2,5%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mai.12	278	246	236	-4,1%	-15,1%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin.12	3 176	3 145	3 161	0,5%	-0,5%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai.12	389	471	405	-13,9%	4,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai.12	58	101	118	17,1%	104,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	mai.12	116	102	107	5,3%	-7,7%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai.12	212	140	109	-22,4%	-48,8%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai.12	19	18	16	-14,1%	-18,2%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai.12	105	31	105	238,1%	0,0%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai.12	68	53	67	27,6%	-1,1%	
Tourisme							
Nombre de touristes	avr.12	12 458	13 075	13 147	0,6%	5,5%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juin.12	59,2%	60,9%	60,0%	-0,9 pts	0,8 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages							
<i>Dépôts à vue</i>	mai.12	57 178	56 730	56 765	0,1%	-0,7%	
<i>Comptes sur livret</i>	mai.12	99 851	93 008	93 361	0,4%	-6,5%	
<i>Dépôts à terme</i>	mai.12	56 580	61 382	61 392	0,0%	8,5%	
Entreprises							
<i>Dépôts à vue</i>	mai.12	75 475	75 204	78 183	4,0%	3,6%	
<i>Dépôts à terme</i>	mai.12	41 031	37 507	38 336	2,2%	-6,6%	
Encours bancaires							
Ménages							
<i>Crédits de trésorerie</i>	mai.12	80 157	77 008	76 779	-0,3%	-4,2%	
<i>Crédits à l'habitat</i>	mai.12	132 822	140 113	140 280	0,1%	5,6%	
Entreprises							
<i>Crédits de trésorerie</i>	mai.12	50 632	46 036	46 778	1,6%	-7,6%	
<i>Crédits d'équipement</i>	mai.12	53 719	55 357	56 374	1,8%	4,9%	
<i>(source : IEOM)</i>							

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/05/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	
	29/06/2012	31/05/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux	date d'effet
EOZIA	0,3820%	0,3290%	+ 0,053 pt	0,8170%	- 0,435 pt	banques métropolitaines	6,60% 15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,3730%	0,3860%	- 0,013 pt	0,7820%	- 0,409 pt	banques locales	7,10% 01/07/2009
EURIBOR 3 mois	0,6530%	0,6680%	- 0,015 pt	1,0060%	- 0,353 pt	taux d'intérêt légal	taux JORF
EURIBOR 6 mois	0,9300%	0,9460%	- 0,016 pt	1,2270%	- 0,297 pt	année 2012	0,71% 08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,2130%	1,2320%	- 0,019 pt	1,5070%	- 0,294 pt	année 2011	0,38% 03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	29/06/2012	31/05/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		
TEMPE	0,3333%	0,3370%	- 0,004 pt	0,4902%	- 0,108 pt	EOZIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	0,3800%	0,3940%	- 0,014 pt	0,8110%	- 0,431 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EOZIA	
EURIBOR 3 mois	0,6590%	0,6860%	- 0,027 pt	1,0220%	- 0,363 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	0,9350%	0,9720%	- 0,037 pt	1,2510%	- 0,316 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	1,2220%	1,2680%	- 0,046 pt	1,5260%	- 0,304 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	2,8900%	2,9900%	- 0,100 pt	3,5900%	- 0,700 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	2,6900%	2,7900%	- 0,100 pt	3,3900%	- 0,700 pt		
TRBOSP	2,8900%	2,8900%	+ 0,000 pt	3,6500%	- 0,760 pt		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011
taux JJ	0,090%	0,075%	0,110%	0,325%	0,200%	0,035%	0,625%	0,525%	0,555%
3 mois	0,555%	0,320%	0,680%	0,175%	0,275%	0,140%	1,100%	0,670%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,650%	1,580%	1,870%	0,840%	0,820%	0,980%	1,740%	1,580%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts immobiliers	seuil de l'usure	Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,23%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Prêts-relais	6,32%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Autres crédits aux particuliers		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,25%	Découverts en compte (1)	13,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	16,40%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,88%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE							
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR							
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,7830	1 NZD/XPF	75,7854	1 HKD/XPF	12,2194	
100 JPY/XPF	119,1768	1 AUD/XPF	96,7110	1 SGD/XPF	74,7037	100 VUV/XPF	98,0310
						1 GBP/XPF	147,9441
						1 FJD/XPF	51,8000